

Reconnaître les besoins spécifiques de la métropole en matière de réussite éducative et de persévérance scolaire

Mémoire présenté par le Réseau réussite Montréal

Dans le cadre des consultations prébudgétaires 2024-2025 du ministère des Finances du Québec

Décembre 2023



**Réseau réussite
Montréal**

Sommaire exécutif

Les mesures exceptionnelles prises pour faire face à la pandémie de COVID-19 ont eu des effets importants sur la persévérance scolaire et la réussite éducative de nos jeunes, lesquels se feront sans doute sentir pendant plusieurs années encore. À cela s'est ajoutée, cet automne, la fermeture des écoles publiques pendant plusieurs semaines en raison des grèves tenues par les enseignants et le personnel en éducation. Dans les deux cas, la région de Montréal aura été celle où les jeunes auront manqué le plus de jours de classe.

Il faudra attendre encore quelques années avant d'évaluer avec plus de précision l'impact de ces interruptions successives de services sur la persévérance scolaire, mais déjà, les données disponibles nous incitent à la plus grande vigilance. À Montréal, on enregistre une hausse notable du décrochage scolaire pour l'année 2021, alors que le taux de sorties sans diplôme ni qualification est passé de 16,3 % à 17,4 %. Nous devons à tout prix éviter que cette tendance se maintienne et que cette combinaison de facteurs de risque se traduise par une hausse marquée du décrochage scolaire, dont les conséquences sociales et économiques sont nombreuses.

Nous invitons donc le gouvernement du Québec à bonifier ses programmes de soutien aux partenaires du réseau de l'éducation, tout en reconnaissant les besoins spécifiques de la métropole en matière de persévérance scolaire et de réussite éducative. En ce sens, le financement de Réseau réussite Montréal devrait mieux tenir compte du nombre d'élèves sur son territoire, mais aussi des défis et besoins particuliers de ceux-ci, notamment sur le plan de l'intégration et de la francisation des nouveaux arrivants, comme le prévoit d'ailleurs la Politique de la réussite éducative du ministère de l'Éducation.

L'an dernier, dans le cadre du financement triennal du programme de soutien à la concertation et aux initiatives sur la persévérance scolaire et la réussite éducative, Réseau réussite Montréal a obtenu 15 % de l'enveloppe budgétaire versée aux instances régionales de concertation (IRC) sur la persévérance scolaire et la réussite éducative, même si le territoire qu'il dessert regroupe 23 % de la population québécoise et une très forte majorité des jeunes ayant des besoins en matière de francisation. Effectivement, pour l'année scolaire, 2022-2023, Montréal a reçu 71 % des élèves (tous ordres confondus) qui reçoivent des services d'accueil et de soutien à l'apprentissage du français (SASAF) en classe d'accueil. La présence de zones de grande défavorisation est également une caractéristique du portrait montréalais.

À Montréal, un nombre important d'écoles a un indice de défavorisation élevé. En effet, une école sur 4 à un IMSE de 10. De plus, une importante proportion des familles où vivent des enfants âgés de 0 à 17 ans sont sous le seuil de faible revenu : 16% à Montréal versus 14,4% pour l'ensemble du Québec, 2021.

Alors que le gouvernement du Québec a fait de la réussite éducative de nos jeunes et de l'avenir du français des priorités nationales, le Réseau réussite Montréal réclame des moyens à la hauteur des défis rencontrés.

Sommaire de nos demandes :

- Accroître le budget accordé par le ministère de l'Éducation à Réseau réussite Montréal de 700 000 \$ par année, sur une base récurrente, afin de tenir compte du nombre d'élèves sur son territoire et de leurs besoins et réalités spécifiques, notamment en matière d'intégration et de francisation.

- Accorder un financement de 195 000 \$ pour l'année financière 2024-2025 afin de soutenir le déploiement du projet Trajectoires, destiné aux élèves de 5^e secondaire.
- Reconduire la mesure de rattrapage confiée aux instances régionales de concertation en réussite éducative.
- Rehausser le budget accordé par le ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration pour l'appui à l'adaptation des pratiques des acteurs communautaires.
- Rehausser significativement le budget du Programme de soutien à des partenaires en éducation afin de le ramener à un niveau comparable à l'année 2020, en dollars courants, c'est-à-dire une augmentation d'un minimum de 7,3 millions \$ par année.

À propos du Réseau réussite Montréal

Réseau réussite Montréal (RRM) réunit 32 acteurs régionaux d'envergure dont les actions intersectorielles visent l'amélioration de la persévérance scolaire et de la réussite éducative des jeunes. Cette position privilégiée l'a amené à développer une connaissance fine des enjeux montréalais à cet égard, et on lui reconnaît une expertise ainsi qu'un leadership au sein des milieux concernés. Ce faisant, RRM facilite et accompagne l'émergence d'actions, de stratégies et de pratiques qui répondent aux besoins des jeunes de 0-20 ans et de leurs familles, tant au niveau local que régional. Considéré comme un important agent de changement et d'innovation dans le domaine de la persévérance scolaire, RRM s'est notamment distingué en orchestrant de grands chantiers sur des thèmes tels que la mobilisation des gens d'affaires pour la persévérance scolaire, le mandat ministériel de mise en valeur de la lecture au sein des communautés et les Journées de la persévérance scolaire.

Introduction

Décrochage scolaire : des facteurs de risques qui s'accumulent

Les mesures exceptionnelles prises pour faire face à la pandémie de COVID-19 ont eu des effets importants sur la persévérance scolaire et la réussite éducative de nos jeunes, lesquels se feront sans doute sentir pendant plusieurs années encore.

L'intensité de la crise sanitaire à Montréal laisse d'ailleurs entrevoir des effets plus intenses et plus durables chez les élèves montréalais. En effet, au cœur de la pandémie, les élèves montréalais ont été exposés à des restrictions plus sévères et ont été privés de l'accès à des expériences et à des milieux essentiels pour favoriser leur développement personnel et scolaire sur de plus grandes périodes. Ils ont vécu, entre autres, une plus longue interruption de leurs études durant le premier confinement, des mesures plus strictes dans leurs écoles lors de la reprise des classes et un arrêt complet des activités parascolaires pendant plus d'un an.

La pandémie a eu pour effet d'accroître les vulnérabilités existantes, en plus d'en faire apparaître de nouvelles. Nos partenaires témoignent des effets suivants dont plusieurs sont corroborés par plusieurs études :

- Augmentation des risques de difficultés et de retards scolaires
- Fragilisation du processus d'intégration des nouveaux arrivants
- Dégradation des habitudes de vie
- Dégradation de la santé mentale
- Augmentation de la maltraitance
- Augmentation du risque de vivre une première transition vers l'école plus difficile
- Augmentation du risque de développer des difficultés scolaires au tout début du primaire et fragilisation de la transition au secondaire
- Baisse de l'engagement scolaire
- Augmentation du risque de décrochage
- Report du projet d'études
- Fragilisation de la transition au collégial

Il faudra attendre encore quelques années avant d'évaluer avec plus de précision l'impact de la pandémie sur la persévérance scolaire, mais les données disponibles nous incitent déjà à la plus grande vigilance. À Montréal, on enregistre une hausse du décrochage scolaire pour l'année 2021, alors que le taux de sorties sans diplôme ni qualification y est passé à 17,4 %, comparativement à 16,3 % en 2020.

L'impact des grèves

La fermeture des écoles publiques pendant plusieurs semaines en raison des grèves tenues par le personnel de l'éducation, cet automne, s'ajoute aux facteurs de risque qui pourraient avoir un impact sur la réussite éducative de nos jeunes. Encore une fois, malheureusement, la région de Montréal aura été particulièrement touchée par la situation.

La Fédération autonome de l'enseignement (FAE) – dont la majorité des membres sont à Montréal – aura tenu un nombre significativement plus élevé de journées de grève que la Fédération des syndicats de l'enseignement (FSE-CSQ) qui représente la majorité du personnel de l'éducation ailleurs au Québec. Au cumul, les élèves montréalais fréquentant le réseau public auront manqué plus de 20 jours d'école avant la pause des Fêtes, ce qui représente plus de 10% de toute l'année scolaire. Inévitablement, ces journées perdues auront des conséquences sur la réussite éducative, notamment pour les jeunes présentant déjà des vulnérabilités. Rappelons que les interruptions scolaires affectent de façon plus importante les jeunes en difficulté d'apprentissage, les jeunes

allophones et les jeunes des milieux défavorisés. Dans le contexte, nous sommes également préoccupés par l'attrait que le marché du travail peut exercer sur plusieurs jeunes.

Les conséquences économiques et sociales du décrochage scolaire

- Selon l'étude *Persévérance scolaire et conciliation études-travail : une piste de solution à la pénurie de main-d'œuvre (2019)*, le décrochage scolaire dans le réseau public de Montréal pour l'année 2019-2020 engendra **261,7 millions \$ en perte de revenus pour les décrocheurs** pendant l'ensemble de leur carrière. Pour le gouvernement, ce sont **des pertes fiscales de 72 millions \$** pour les décrocheurs en secondaire 5 dans ces commissions scolaires. **L'impact sur l'économie de Montréal se chiffre à près de 600 millions \$.** »
- Le **taux d'activité** des individus sans diplôme d'études secondaires se situe autour de 70% comparativement à 86% pour les diplômés. Les détenteurs d'un diplôme d'études collégiales ou d'un baccalauréat ont quant à eux des niveaux d'activité supérieurs à 90%. **Un décrocheur est toujours un décrocheur de trop.**
- Le niveau d'éducation a aussi un impact sur la criminalité. Les individus sans diplôme sont en proportion **près de cinq fois plus nombreux** à avoir été reconnus coupables d'actes criminels que la population en général.
- Si on les compare aux personnes diplômées, les personnes non diplômées participent moins à la **vie citoyenne** (participent moins aux élections, font moins de bénévolat, offrent moins de dons de sang, etc.).
- Le décrochage pénalise également les personnes sur le plan individuel. En effet, les personnes non diplômées ont un **revenu annuel moyen inférieur** ainsi qu'un **taux de chômage moyen plus élevé**, un risque plus élevé de souffrir de la dépression et une espérance de vie plus courte. La perte de revenus individuels estimée liée au décrochage scolaire est de 432 300 \$ pour les garçons et de 492 500 \$ pour les filles.

Propositions

1. Reconnaître les besoins spécifiques de la métropole en matière de réussite éducative et de persévérance scolaire

En 2017, le gouvernement du Québec adoptait sa toute première politique nationale sur la réussite éducative intitulée *Le plaisir d'apprendre, la chance de réussir*. Celle-ci reconnaissait officiellement les réalités et les défis particuliers de la grande région de Montréal en matière d'éducation.

« *La grande région de Montréal fait face à des défis multiples et complexes qui lui sont souvent propres et qui ont des effets sur plusieurs enjeux liés à la réussite éducative. Tant son poids économique et démographique que sa concentration de milieux défavorisés et de pluriethnicité font en sorte qu'elle doit pouvoir bénéficier d'une attention et de moyens particuliers qui lui permettront de contribuer à l'atteinte des objectifs de la Politique de la réussite éducative. [...] Par ailleurs, la Politique de la réussite éducative endosse pleinement les engagements du Gouvernement du Québec*

sur la reconnaissance du statut particulier de la métropole, notamment celui d'instituer le « Réflexe Montréal » dans toutes ses politiques économiques et sociales. »

- Extrait de la *Politique de la réussite éducative* du ministère de l'Éducation du Québec

Malheureusement, plus de six ans plus tard, ces intentions tardent à se matérialiser, du moins dans le soutien qui est consenti au Réseau réussite Montréal et aux partenaires communautaires œuvrant dans le domaine de l'éducation et de la persévérance scolaire.

Le sous-financement du Réseau réussite Montréal

Depuis l'an dernier, le financement du Réseau québécois pour la réussite éducative et des 18 instances régionales de concertation (IRC) qui en sont membres, dont le Réseau réussite Montréal (RRM), est assuré par un programme normé créé spécifiquement à cette fin par le ministère de l'Éducation du Québec.

Pour l'année financière 2022-23, en vertu de ce programme, les IRC ont reçu un financement global de 22 104 900 \$. Le Réseau réussite Montréal a obtenu 15 % de cette enveloppe, c'est-à-dire 3 262 101 \$, soit beaucoup moins que le poids démographique du territoire qu'elle dessert. L'île de Montréal représentait, en 2023, environ 23 % de la population québécoise. Sur cette simple base de calcul, avant même de tenir compte des besoins spécifiques des élèves montréalais, cela représente un manque à gagner de 1,8 million \$ annuellement pour RRM.

Assurer la réussite et la francisation des nouveaux arrivants

Au-delà de leur nombre, les élèves desservis par RRM font face à des enjeux uniques au Québec, notamment sur le plan linguistique. Rappelons que le français n'est la langue maternelle que de 44 % des résidents de l'île de Montréal et « la langue le plus souvent parlée à la maison » de seulement 48,3 % d'entre eux¹.

Ces chiffres positionnent Montréal dans une situation unique à l'échelle du Québec. À titre comparatif, dans des villes comme Québec, Saguenay, Trois-Rivières ou Drummondville, le français est la langue le plus souvent parlée à la maison de plus de 95 % des gens. Même à Gatineau, près de trois personnes sur quatre (72 %) parlent d'abord le français à la maison.

Ces besoins sur le plan linguistique sont d'ailleurs renforcés par l'afflux important de familles immigrantes s'étant établies récemment au Québec. Rappelons que leur nombre a augmenté de près de 150 000 en 2022, la plus forte hausse de son histoire, selon les plus récentes données de l'Institut de la statistique du Québec.

Encore une fois, l'immigration récente a un impact nettement plus important sur l'île de Montréal qu'ailleurs au Québec. Le portait des classes d'accueil en soutien à l'apprentissage du français sont révélatrices à cet égard. Pour l'année scolaire 2022-2023, Montréal comptait :

- 99% des classes d'accueil au préscolaire
- 69% des classes d'accueil au primaire
- 61% des classes d'accueil au secondaire.

¹ Les données sont tirées du dernier recensement (2021) de Statistique Canada

Les moyens de nos ambitions

Le gouvernement du Québec a fait de la réussite éducative de nos jeunes et de l'avenir du français des priorités nationales. Le premier ministre François Legault a répété à maintes reprises l'importance qu'il accordait à ces deux enjeux au cours des cinq dernières années. Le Réseau réussite Montréal partage les objectifs du gouvernement et peut très certainement contribuer à les atteindre, avec l'ensemble de ses partenaires. Pour y arriver, nous avons toutefois besoin de moyens à la hauteur des défis devant nous et de nos ambitions collectives.

C'est pourquoi le Réseau réussite Montréal demande un rehaussement de son budget de l'ordre de 700 000 \$ par année, afin de tenir compte du nombre d'élèves sur son territoire et de leurs besoins et réalités spécifiques, notamment en matière d'intégration et de francisation. Cette augmentation de notre budget nous permettrait de déployer beaucoup plus d'actions sur le terrain, dans un contexte où les jeunes ont besoin de davantage de soutien que jamais.

Plus précisément, cette mise à niveau budgétaire permettrait à RRM de soutenir plus de jeunes à l'aide des projets suivants :

- **500 000 \$ pour soutenir des projets locaux** en persévérance scolaire et réussite éducative, dont :
 - des projets d'éveil à la lecture et à l'écriture;
 - des projets pilotes pour renforcer l'apprentissage du français langue seconde chez les jeunes anglophones;
 - des interventions d'agents école-famille et des agents de transition;
 - des projets auprès des décrocheurs.

- **200 000 \$ pour soutenir des projets à portée régionale**, dont :
 - Le déploiement du Chantier de la réussite éducative des jeunes migrants et du Chantier sur le travail des jeunes qui nous permettront de coordonner les actions des partenaires sur ces deux enjeux.
 - Le développement d'une stratégie français langue seconde afin de répondre aux besoins de nos jeunes anglophones.

Dans le même ordre d'idées, considérant la proportion accrue d'enfants immigrants et la complexité de leurs besoins, Réseau réussite Montréal demande à ce que le budget accordé par le ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration pour l'appui à l'inclusion et à l'adaptation des pratiques des acteurs communautaires soit rehaussé. Seul un investissement financier additionnel permettra aux organisations de faire face à la demande, et d'assurer des services qui soutiennent le développement du plein potentiel des jeunes et assure une intégration des jeunes allophones et de leur famille.

Par ailleurs, nous évaluons qu'afin d'accompagner adéquatement les élèves qui auront été les plus touchés par les grèves, il sera nécessaire de maintenir au-delà du 31 décembre 2024 une plus forte intensité d'interventions. En ce sens, nous recommandons que le gouvernement reconduise la mesure de rattrapage confiée aux instances régionales de concertation en réussite éducative.

Enfin, le Réseau réussite Montréal demande l'octroi d'un financement spécifique de 195 000 \$ pour l'année financière 2024-2025 afin de soutenir le déploiement d'un projet sur la maîtrise du français spécifiquement en lien avec la transition secondaire-collégial.

L'une des sources d'échec les plus souvent évoquées au collégial a trait aux compétences en français écrit. Le projet vise à adresser ce problème en favorisant la collaboration entre des

conseillers pédagogiques et des enseignants du secondaire et du collégial pour mieux circonscrire les enjeux pédagogiques et didactiques en ainsi que développer les meilleures pratiques possibles pour mieux accompagner la transition des jeunes éprouvant le plus de difficulté en français à Montréal.

À ce titre, le ministère de l'Enseignement supérieur (MES) a déjà accordé un soutien pour permettre aux partenaires du milieu collégial d'entamer ce projet. Cependant, le soutien du MEQ est nécessaire afin d'assurer une participation du milieu scolaire dans ce projet dont le plein impact requiert de pouvoir le réaliser avec les deux ordres d'enseignement.

Pour concrétiser cette participation des 5 CSS/CS de la région de Montréal, RRM sollicite un financement de 195 000\$, réparti entre la coordination, la participation des conseillers pédagogiques, l'embauche d'un expert-chercheur en didactique du français, et les activités de mobilisation et transfert de connaissances.

Sommaire de nos demandes

- Accroître le budget accordé par le ministère de l'Éducation au Réseau réussite Montréal de 700 000 \$ par année, sur une base récurrente, afin de tenir compte du nombre d'élèves sur son territoire et de leurs besoins et réalités spécifiques, notamment en matière d'intégration et de francisation.
- Accorder un financement de 195 000 \$ pour l'année financière 2024-2025 afin de soutenir le déploiement du projet Trajectoires destiné aux élèves de 5^e secondai
- Reconduire la mesure de rattrapage confiée aux instances régionales de concertation en réussite éducative.
- Rehausser le budget accordé par le ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration pour l'appui à l'adaptation des pratiques des acteurs communautaires.

2. Rehausser le budget du programme de soutien à des partenaires en éducation

Le ministère de l'Éducation soutient financièrement, année après année, des dizaines d'organismes et partenaires du milieu de l'éducation à travers son *Programme de soutien à des partenaires en éducation*.

En 2020-2021, les crédits budgétaires alloués à ce programme totalisaient 61,7 millions \$, ce qui incluait à l'époque les montants versés au Réseau québécois pour la réussite éducative (RQRE) et aux IRC qui en sont membres. En tenant compte de l'inflation, cela représente 71,2 millions \$ en dollars de 2023².

Or, dans le budget 2023-2024, les crédits accordés au programme ne représentaient plus que 41,8 millions \$. À cela s'ajoutent les crédits versés au RQRÉ et aux IRC (22,1 millions \$) en vertu du nouveau programme normé créé à cet effet, pour un cumul de 63,9 millions \$. Après inflation, il s'agit d'une baisse considérable des montants versés aux partenaires du milieu de l'éducation, à un moment où nous avons plus que jamais besoin de leur soutien afin d'assurer la réussite éducative de nos jeunes.

Pour ramener le soutien à ces partenaires à un niveau comparable à celui précédant la pandémie, il faudrait minimalement hausser le budget du Programme de soutien à des partenaires en éducation de 7,3 millions \$ par année.

Sommaire de notre demande :

- Rehausser significativement le budget du Programme de soutien à des partenaires en éducation afin de le ramener à un niveau comparable à l'année 2020, en dollars courants, c'est-à-dire une augmentation d'un minimum de 7,3 millions \$ par année.

² Estimation réalisée à l'aide de l'outil de calcul de l'inflation de la Banque du Canada.